

Projet de Développement de l'Elevage STP/87/001
SYSTEME DE CREDIT AUX PETITS ELEVEURS

préparé par

Carlos E. Cuevas
Assistant Professor

São Tomé, Juillet 1989

Rapport présenté à la Division des Services
de Crédit - F.A.O. Rome

Rural Finance Program
Department of Agricultural Economics
and
Rural Sociology
The Ohio State University
2120 Fyffe Road
Columbus, Ohio 43210

TABLE DES MATIERES

page

I. INTRODUCTION	1
II. CONTEXTE	1
III. CONDITIONS PREALABLES A UN SYSTEME DE CREDIT AUX PETITS ELEVEURS	3
IV. LE SYSTEME DE CREDIT: DESCRIPTION ET RECOMMANDATIONS	8
A. Viabilité Financière et Rentabilité de l'Exploitation	8
B. Mécanisme d'Intermédiation	9
1. Institution Intermédiaire	9
2. Termes et Conditions des Prêts	10
3. Distribution des Revenus Financiers	11
4. Procédure de Crédit, Déboursement et Livraison des Intrants	12
C. Projections de Déboursement des Ressources	13
D. Besoins en Formation et Informatisation	14
E. Suivi et Evaluation	15

TABLEAUX

1	Module élevage/embouche. Projection financière	16
2	Module embouche. Projection financière	17
3	Projection de déboursement des ressources et nombre d'éleveurs affectés, sous deux hypothèses de dévaluation du dobra	18

page

ANNEXE A 19

Tableaux Annexes

ANNEXE B 24

Paramètres Techniques des Exploitations

ANNEXE C 26

Formulaires de la Procédure de Crédit

ANNEXE D 32

Recommandations sur l'Opération des Fonds de Roulement en Devises

ANNEXE E 34

Termes du Mandat et Organisations Contactées

Projet de Développement de l'Elevage STP/87/001

Système de Crédit aux Petits Eleveurs

Projet de Rapport
Carlos E. Cuevas
31 Juillet 1989

I. INTRODUCTION

Cette étude a été réalisée à la demande de la Division des Services de Crédit de la F.A.O.-Rome afin de mettre au point un système de crédit adapté, destiné à aider les membres du projet à acheter des animaux et des intrants (voir termes du mandat dans l'annexe E). Ce rapport analyse les conditions préalables à la mise en place d'un tel système et propose un mécanisme d'intermédiation financière pour son exécution. Sur indication du conseiller technique principal du projet, le système proposé est limité à l'élevage porcin.

L'étude a été basée sur des données et des renseignements obtenus auprès du personnel technique du projet, de la Direction de l'Elevage au Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, du Ministère d'Economie et Finances, de la Banque Nationale de São Tomé et Príncipe et de la Caisse Populaire (caisse d'épargne). En outre, des entrevues ont eu lieu avec des éleveurs privés et avec des travailleurs employés par des entreprises d'état pour lesquelles l'élevage porcin est une source de revenu supplémentaire.

Organisation du Rapport

Le chapitre suivant résume les caractéristiques principales de l'environnement économique et financier dans lequel le système de crédit aux petits éleveurs devra se développer. Les conditions préalables à la réussite du système sont analysées au Chapitre III. Le dernier chapitre du rapport est consacré à la description du système proposé et aux recommandations pour sa mise en place, son suivi et son évaluation.

II. CONTEXTE

La République Démocratique de São Tomé et Príncipe comprend deux îles dans le golfe de Guinée, à environ 280 kilomètres des côtes gabonaises. Sa population est d'environ 120.000 habitants, dont à peu près 50.000 vivent dans la capitale. Des statistiques de comptes nationaux sont en cours de développement et ne sont pas encore disponibles.

L'économie du pays est basée essentiellement sur la production de cultures de rente destinées à l'exportation, telles que, notamment, le cacao. Après l'indépendance en 1975, les grandes exploitations agricoles possédées par les Portugais ont été nationalisées. Par

conséquent, actuellement, la majorité des ruraux travaillent encore comme ouvriers ou employés dans ces entreprises d'état.

La diminution de la production de cacao au début des années 80, aggravée par la chute des cours du cacao sur le marché mondial, a créé une réduction importante des revenus d'exportation et par conséquent des difficultés sérieuses dans la balance des paiements. L'accroissement de la dette extérieure et du déficit fiscal ainsi qu'une accélération de l'inflation ont déterminé l'adoption, en 1987, d'un programme d'ajustement structurel soutenu par un crédit de la Banque Mondiale.

Les points centraux du programme d'ajustement structurel comprennent une politique de dévaluation du dobra, des mesures de réduction du déficit fiscal, une politique monétaire conservatrice et une réduction substantielle des contrôles de prix. Le nouveau programme d'investissement public et plusieurs mesures de changement structurel ont pour but d'augmenter la rentabilité de l'agriculture, de diversifier la production agricole --en particulier encourager l'élevage-- et de promouvoir des activités de substitution des importations. D'autre part, le programme d'ajustement considère une privatisation graduelle de l'économie à travers des mesures de distribution de la terre publique et un accroissement substantiel de la part du secteur privé dans le crédit total à l'économie (Banque Mondiale).

Le Secteur Financier

Le secteur financier est composé de deux institutions publiques, uniquement, la Banque Nationale de São Tomé et Príncipe (BNSTP) et la Caisse Populaire (CP). La BNSTP joue les rôles de banque centrale, de banque commerciale et de banque de développement, tandis que la CP s'occupe de la mobilisation de l'épargne, du crédit au logement et des opérations de crédit aux petits emprunteurs.

L'actif total de la BNSTP à la fin 1988 était approximativement de 8 milliards de dobras, tandis que celui de la CP était d'environ 250 millions de dobras (une description plus détaillée de la CP apparaît plus loin dans ce rapport). Les systèmes d'information et de comptabilité des deux institutions ont des limitations, ce qui rend difficile une évaluation précise de leur performance.

Actuellement, le gouvernement considère des changements structurels pour la BNSTP y compris, éventuellement, la privatisation de la partie commerciale de la banque, en accord avec les politiques du programme d'ajustement structurel. La fonction de banque de développement de la BNSTP pourrait être assumée par une nouvelle institution basée sur le Fonds d'Infrastructure Sociale (FIS) récemment établi. Une mission de la Banque Mondiale vient de suggérer un soutien à la CP afin de l'aider à améliorer son efficacité opérationnelle, pendant qu'on étudie les possibilités futures de cette institution.

Le Projet de Développement de l'Elevage

Etabli en 1983 par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), le projet de développement de l'élevage bovin et porcin a pour objectif central de contribuer à l'autosuffisance alimentaire du pays, en particulier grâce à la production de protéines d'origine animale. La deuxième phase du projet a démarré en 1987 (voir document du projet). Les caractéristiques techniques et la situation actuelle du projet ont été documentées dans des rapports récents (Lokossa, 1988; Nikolin, 1989; Wagner, 1988).

Dans le cadre de la deuxième phase du projet, la direction a programmé la création d'un service de vulgarisation en accord avec la Direction de l'Elevage. Par ailleurs, le projet envisage l'utilisation des fonds apportés par le Fonds d'Equipement des Nations Unies dans l'établissement d'un système de crédit aux petits éleveurs. Ce système aidera les éleveurs à acheter des animaux et des intrants fournis par le projet.

III. CONDITIONS PREALABLES A UN SYSTEME DE CREDIT AUX PETITS ELEVEURS

Avant de proposer un système de crédit aux petits éleveurs, il est important d'établir quelques conditions nécessaires pour le bon fonctionnement du système, compte tenu de la situation actuelle des éleveurs, de l'état de développement institutionnel et du contexte économique général du pays. Ces conditions sont groupées en trois catégories: (a) les caractéristiques et la situation des bénéficiaires; (b) les actions de soutien nécessaires de la part des institutions concernées; et (c) la concordance du système avec la politique économique et monétaire du gouvernement.

A. Les Bénéficiaires

Selon les estimations de la Direction de l'Elevage du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, il y aurait presque mille éleveurs de porcs dans le pays, dont un quart sont connus par la Direction. Toutefois, les informations sur les conditions d'exploitation de ces éleveurs sont presque inexistantes, et les données obtenues par des enquêtes réalisées sur le terrain ne sont pas encore disponibles. On peut cependant affirmer qu'une tradition d'élevage porcin existe, généralement dans des conditions d'exploitation, d'alimentation et de santé assez rudimentaires.

Les conditions préalables concernant les bénéficiaires potentiels du système de crédit peuvent être résumées comme suit: (i) une connaissance minimale de l'exploitation porcine et une capacité d'adoption de techniques améliorées; et (ii) l'assurance que le

bénéficiaire continuera l'exploitation au moins jusqu'à l'échéance du dernier paiement du crédit obtenu du système.

Connaissance de l'Exploitation Porcine

La tradition d'élevage porcin existante indiquée ci-dessus, bien qu'elle soit rudimentaire, fournit une base pour la vulgarisation des techniques améliorées de production et pour l'identification des bénéficiaires potentiels du système de crédit. Les visites sur le terrain pratiquées pendant cette mission suggèrent qu'une condition essentielle pour être considéré comme bénéficiaire du système serait une disposition favorable à l'adoption des nouvelles pratiques productives. L'évaluation de cette disposition sera une des responsabilités des vulgarisateurs du projet.

Assurance de Continuité de l'Exploitation

Une garantie de continuité de l'exploitation devient particulièrement importante dans la conjoncture actuelle du pays, étant donné les conditions probables de propriété des ressources de production des bénéficiaires potentiels du système. En effet, on peut envisager qu'une grande partie des candidats ne seront pas capables de fournir des documents prouvant qu'ils sont les propriétaires permanents du domaine où les investissements seront réalisés. Ceci poserait un problème pour l'établissement des garanties de permanence de l'exploitation acceptables par l'institution financière intermédiaire et en même temps nécessaires à la réussite du projet. Deux situations d'incertitude quant à la continuité sont importantes à considérer : premièrement la situation des travailleurs des entreprises d'état et deuxièmement, celle des éleveurs/fermiers indépendants qui possèdent des titres de propriété provisoires octroyés par le gouvernement.

A présent, on trouve des travailleurs dans les entreprises d'état qui pratiquent l'élevage porcin, soit sous une concession officieuse des porcheries de l'entreprise, soit dans des installations rudimentaires sur la terre de l'état. De même, la récolte de taro pour l'alimentation des porcs dans le domaine de l'entreprise est souvent officieusement autorisée par sa direction. Il sera essentiel, pour l'opération du système de crédit parmi les travailleurs de l'état, que le statut des porcheries de l'état et que l'autorisation d'utilisation de la terre publique soient clairement réglementés. L'entreprise devra octroyer une concession officielle des installations, de la terre et des autres ressources communes (eau, fruits silvestres, etc.) à utiliser dans l'exploitation proposée par le bénéficiaire potentiel avant que celui-ci ne puisse être considéré comme sujet de crédit. Cette concession devra être valable au moins pour toute la période d'amortissement du prêt et devra garantir, en même temps, la continuité de l'emploi du travailleur concerné dans l'entreprise pendant cette période.

En ce qui concerne les éleveurs/fermiers en possession de titres de propriété provisoires (temporaires), une des conditions préalables pour être pris en considération comme candidat au crédit du système sera que la validité du titre provisoire dépasse la période d'amortissement du prêt demandé. Puisque ces titres sont octroyés pour des périodes minimales de cinq années, on prévoit que cette condition sera facilement remplie si le candidat fait sa demande de crédit au début de la période de validité de sa concession territoriale.

B. Appui Institutionnel

L'appui des institutions publiques et des organismes internationaux d'assistance sera nécessaire dans trois domaines très importants pour la réussite du projet et par conséquent du système de crédit aux éleveurs. Le premier domaine concerne la vulgarisation et l'assistance technique pour l'adoption et l'amélioration des pratiques de production et de gestion des petites entreprises porcines. Le deuxième secteur concerne la mise en place de mécanismes efficaces et stables d'approvisionnement et de livraison des intrants essentiels pour l'exploitation porcine. Le troisième aspect d'importance est la recherche et la mise en place de systèmes de commercialisation et de transformation des produits porcins améliorés.

Vulgarisation et Assistance Technique

Le service de vulgarisation de l'élevage qui est actuellement en voie d'être établi par accord entre le projet et la Direction de l'Elevage jouera sans doute un rôle central dans l'adoption des techniques améliorées de production par le groupe cible du projet. Ceci permettra l'augmentation de la productivité porcine et contribuera en même temps à l'accroissement de la participation du secteur privé dans la production porcine nationale.

Par ailleurs, on envisage que le service de vulgarisation servira de liaison et de source d'information technique dans le cadre du système de crédit. Cet aspect sera développé en détails dans le chapitre suivant.

Approvisionnement et Livraison des Intrants

Les principaux problèmes concernant le cheptel porcin, notamment l'alimentation et la nutrition des animaux, ont été suffisamment documentés par des rapports récents (Lokossa, 1988, Nikolin, 1989, Wagner, 1988). Il est évident que les causes de ces problèmes n'ont pas de relation étroite avec le financement des exploitations mais qu'elles résultent plutôt de l'absence d'intrants essentiels sur le marché local. Ceci est directement lié à la situation récente de la balance des paiements du pays qui a rendu pratiquement impossible l'obtention de devises pour l'importation de suppléments alimentaires, de médicaments, de matériels de construction et d'équipement nécessaires à la production.

Les fonds que le FENU a prévu d'apporter en devises, pour l'importation des matériels de construction et de produits vétérinaires, n'offriront qu'une solution temporaire aux problèmes indiqués ci-dessus si les recettes de la vente de ces intrants aux éleveurs, en monnaie locale, ne peuvent pas être échangés en devises étrangères. Ceci permettrait une stabilité de l'approvisionnement des intrants essentiels pour l'exploitation porcine, ainsi que la continuité du mécanisme de financement proposé ultérieurement.

Les entrevues réalisées au Ministère d'Economie et Finances ont été encourageantes en ce qui concerne les perspectives d'amélioration de la situation des devises dans le cadre du deuxième crédit d'ajustement structurel de la Banque Mondiale. Etant donné les besoins en devises relativement limités du projet par rapport aux besoins des autres secteurs économiques et, étant donné la contribution du projet aux objectifs de substitution d'importations, il semble que la conversion en devises des recettes de la vente des intrants importés ne limitera pas le fonctionnement du système. Ce sera au Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage de présenter les besoins en devises aux autorités concernées. De cette manière, les problèmes actuels d'approvisionnement des intrants importés pourront être surmontés dès que le système de crédit aura démarré.

Mécanismes de Commercialisation et Transformation

La taille limitée du marché au São Tomé et Príncipe représente un problème potentiel pour toutes les activités productives qui n'ont pas de marché d'exportation bien établi. Bien que l'on n'espère pas faire face aux limitations des marchés locaux de viande porcine dans un futur prochain, il sera nécessaire d'empêcher l'apparition des pressions à la baisse sur le prix au producteur. Cet objectif sera atteint par la recherche de mécanismes efficaces de commercialisation, de possibilités de transformation des produits, et d'autres méthodes permettant d'augmenter la valeur ajoutée nationale des biens finaux.

Le point de départ pour une amélioration des conditions du marché local est une connaissance détaillée de la situation actuelle du marché. Celle-ci est actuellement inconnue pour la plupart. La Direction de l'Elevage, avec l'aide du projet, devra jouer un rôle central dans l'étude du marché et dans la promotion des politiques de développement.

C. Concordance avec la Politique Economique du Gouvernement

La troisième condition préalable à la mise en place d'un système de crédit aux éleveurs est l'encadrement du système dans le contexte économique et monétaire national. Le système doit s'ajuster aux politiques en vigueur aussi bien qu'au programme économique de moyen terme. Cela évitera l'introduction de distortions dans l'économie et, en même temps, garantira la coordination des bailleurs de fonds internationaux.

Le système de crédit proposé dans ce rapport est clairement en concordance avec toutes les lignes centrales de la politique actuelle du gouvernement. Tout d'abord, il s'agit d'encourager une activité agricole différente de celles qui ont été dominantes dans le pays, jusqu'à présent, et cela doit être réalisé entièrement par le secteur privé. Cela signifie que le projet suit les politiques de diversification de l'agriculture et de privatisation de l'économie établies dans le cadre du programme d'ajustement structurel. D'autre part, l'appui à la production porcine contribuera à soutenir la politique de diminution des importations de viande actuellement en vigueur.

Du côté monétaire, le système est en accord total avec la tendance à augmenter la participation du secteur privé dans le crédit intérieur et avec la politique de contrôle monétaire établie par le gouvernement. L'expansion de crédit représentée par le système ne dépasse pas un pour cent du plafond en vigueur pour l'année 1989 (si l'on considère le déboursement du montant total disponible en trois ans), tandis que la totalité des fonds du système sera octroyée au secteur privé. Finalement, comme il sera décrit dans le chapitre suivant, le taux d'intérêt proposé pour le système s'ajuste bien à la tendance à la limitation des taux subventionnés et à la politique des taux d'intérêt réels positifs définie par les autorités monétaires.

IV. LE SYSTEME DE CREDIT: DESCRIPTION ET RECOMMANDATIONS

Le système de crédit aux petits éleveurs proposé dans ce chapitre a pour objectif central d'aider les éleveurs à acheter des animaux et des intrants, afin qu'ils améliorent et développent leurs entreprises porcines. Le système prévoit le financement du matériel de construction et l'achat des animaux et des intrants du projet grâce à l'établissement d'un fonds de roulement avec une institution financière intermédiaire. L'approvisionnement et la livraison des biens financés par le système seront centralisés par le projet. La vulgarisation et l'identification des bénéficiaires potentiels seront également la responsabilité du projet, par l'intermédiaire du service de vulgarisation qui va démarrer sous peu, dans le cadre d'un accord avec la Direction de l'Elevage.

L'analyse et la description du système ci-dessous, ainsi que les projections de déboursement des fonds, considèrent le financement de deux modèles hypothétiques d'exploitation comprenant un composant d'investissement initial fixe. Le système pourra cependant financer des exploitations organisées différemment aussi bien que les activités d'embouche porcine sans investissement fixe. Les critères de sélection de bénéficiaires seront déterminés par un Comité de Gestion du Système de Crédit comprenant le Directeur et le CTP du projet, le Directeur de l'Elevage et le Directeur de l'institution intermédiaire. Toutefois, la décision finale d'octroi des prêts appartiendra uniquement au Comité de Crédit de l'institution financière, compte tenu que c'est l'institution financière

qui prend le risque du crédit octroyé. Par ailleurs, l'institution intermédiaire sera la seule agence responsable du recouvrement des prêts du système.

Ce chapitre décrit et analyse les aspects centraux du système de crédit, c'est-à-dire la viabilité financière et la rentabilité des exploitations proposées, ainsi que les caractéristiques du mécanisme d'intermédiation. Enfin, les projections de déboursement des ressources du système et les besoins dans le domaine de la formation, de l'informatisation, du suivi et de l'évaluation sont présentés ci-dessous.

A. Viabilité Financière et Rentabilité de l'Exploitation

La viabilité financière et la rentabilité de l'exploitation ont été analysées pour les deux modules d'exploitation qui comprennent des constructions proposées par la direction technique du projet. Le premier module, appelé "élevage/embouche", comprend une construction à deux boxes pour l'élevage d'une truie et l'embouche de deux à quatre porcelets. Le deuxième module, "embouche", est composé de la construction d'un seul box pour l'engraissement de deux à quatre porcelets. Pour les deux modules, le projet a prévu l'octroi gratuit des animaux au démarrage de l'exploitation afin de motiver les éleveurs et de réduire les demandes initiales de financement. La rentabilité des exploitations d'embouche sans investissement initial fixe est assurée si le module embouche (y compris les constructions) analysé ci-dessous s'avère rentable.

Les deux modules sont rentables du point de vue économique, avec des valeurs actualisées nettes positives (au taux d'actualisation de 18 pour cent établi par la BNSTP) et des taux de rendement interne acceptables (voir Tableaux annexes 1 à 4). Par conséquent, la viabilité financière des deux modules d'exploitation semble solide. Le Tableau 1 présente la projection financière du module élevage/embouche, en utilisant un plan de paiement sur quatre ans et un taux d'intérêt de 18 pour cent par an sur le solde du capital emprunté. Dans toutes les années de la projection, le résultat net après paiement des intérêts et du capital sera positif et, à l'exception de l'année 2, dépassera le montant des ressources propres apportées par le bénéficiaire (équivalent aux dépenses en main d'oeuvre).

La viabilité financière du module embouche présentée au Tableau 2 est même supérieure à celle du module élevage/embouche. Ceci suggère qu'une stratégie appropriée de démarrage du système devra mettre l'accent sur le financement de l'embouche, afin d'assurer une performance solide dès le début du fonctionnement du système.

B. Mécanisme d'Intermédiation

L'institution intermédiaire envisagée pour l'opération du système de crédit est la Caisse Populaire (Caixa Popular). Un bref aperçu de cette institution est présenté ci-dessous, suivi de la description des termes et conditions des prêts à octroyer par le système, de la modalité de distribution des revenus d'intérêt et de la procédure d'octroi et de déboursement des prêts.

1. Institution Intermédiaire

La Caisse Populaire (CP), établie en 1981 et ayant pour principaux objectifs la mobilisation de l'épargne et l'octroi de crédits au logement, est une petite institution financière avec un actif total d'environ 240 millions de dobras (fin 1988). Le solde total des prêts octroyés était, en décembre 1988, de 210 millions de dobras, répartis sur environ 6 mille prêts. Soixante-quinze pour cent des encours sont financés par des ressources propres de la CP, pour la plupart des dépôts sur comptes courants. Le reste est financé par des transferts de la "Caixa Economica Postal" et par un prêt de la BNSTP de 30 millions de dobras.

La CP est donc une institution habituée à une clientèle composée de petits déposants et de petits emprunteurs. La Caisse gère ses opérations de prêts avec un département de crédit composé de sept analystes et agents de crédit et d'un Comité de Crédit hebdomadaire où les décisions d'octroi des prêts sont prises. La CP a déjà eu une expérience de gestion de fonds de roulement similaire au système proposé pour les petits éleveurs. En effet, la Caisse agit comme intermédiaire pour un fonds de soutien au secteur pêche, fonds financé par le FIDA et qui, jusqu'à présent, a eu une performance assez satisfaisante.

En dépit de sa participation dans le projet FIDA, la structure du passif de la CP n'est pas dominée par des fonds extérieurs ou d'origine gouvernementale. Par contre, comme il a été indiqué ci-dessus, les dépôts du secteur privé constituent la partie majoritaire de son portefeuille de fonds, ce qui offre une certaine garantie de discipline financière et de prudence dans l'octroi de crédit.

2. Termes et Conditions des Prêts

La totalité du crédit financé par le système sera octroyée en nature. L'approvisionnement des intrants à distribuer sera centralisé par le projet et leur livraison sera faite contre présentation des bons de commande émis par la CP en faveur de l'emprunteur.

Le taux d'intérêt à utiliser dans toutes les opérations du système sera de 18 pour cent du solde du capital emprunté, payable à l'échéance de chaque versement. La Caisse suivra ses modalités en vigueur pour le recouvrement des soldes impayés, c'est-à-dire l'application d'un taux d'intérêt majoré de 2 pour cent sur les soldes impayés, l'envoi de notes de recouvrement, les visites aux clients et finalement les procédures légales habituelles.

Le taux d'intérêt de 18 pour cent est en accord avec la gamme des taux établie par la BNSTP. Ce taux correspond au taux le plus bas des opérations actives normales et au taux moyen pour les projets d'investissement ayant une durée de vie utile supérieure à un an (pour les taux subventionnés, voir Décret 10/89 de la BNSTP). D'autre part, le taux de 18 pour cent est similaire au taux moyen actuellement imposé par la CP, bien que le taux d'intérêt aux emprunteurs dans le projet financé par le FIDA soit de 24 pour cent.

Les prêts pour le module élevage/embouche seront d'une durée de quatre années, avec des paiements annuels prévus de 25 pour cent du capital emprunté, à partir de la première année. Les remboursements du module embouche avec investissement initial fixe sont programmés pour trois ans, avec 40 pour cent du capital emprunté à rembourser la première année et 30 pour cent par an à rembourser les deux années suivantes. Le financement de l'embouche sans investissement initial fixe pourra être accordé avec un délai de 10 mois. Dans ce cas-là, la CP pourrait prélever les intérêts en utilisant un taux de 15,25 pour cent (équivalent au taux de 18 pour cent à l'échéance).

La Caisse Populaire exigera les garanties habituelles pour des prêts aux petits agriculteurs, c'est-à-dire la présentation d'un (ou plusieurs) avaliste(s). La CP pourra aussi demander l'enregistrement, comme garantie, des animaux et/ou d'autres investissements financés par le prêt, ou l'enregistrement d'autres actifs possédés par l'emprunteur.

Les termes et conditions indiqués ci-dessus pourront être modifiés en fonction des futurs changements dans la politique monétaire et financière du gouvernement. Cependant, les modifications des termes et conditions ne seront pas applicables rétroactivement. D'autre part, le portefeuille de prêts du système de crédit aux petits éleveurs devra être maintenu, quelque soit l'effet des réformes du secteur financier national sur l'existence ou la structure de la Caisse Populaire.

3. Distribution des revenus (intérêt)

L'intérêt de dix-huit pour cent que la CP récoltera sur les soldes des capitaux prêtés sera distribué comme suit:

- (a) Fonds de risque, 4 pour cent (22,2 pour cent des revenus), destiné à couvrir les défauts de paiements des prêts octroyés sous le système, s'il y en a. Ces fonds seront déposés dans un compte de dépôt à terme au nom du Projet à la fin de

chaque année et seront rémunérés par la Caisse au taux applicable aux dépôts à terme de 180 jours à un an (à présent 18 pour cent).

Le fonds de risque pourra être utilisé par la Caisse dans le but indiqué ci-dessus, seulement après que la Caisse aura suivi les procédures normales de recouvrement, y compris les procédures légales, et après avoir rempli les conditions en vigueur pour la comptabilisation des cessations de paiement comme pertes de l'exercice.

La partie du fonds de risque non utilisé pour la compensation des cessations de paiement sera utilisée pour l'accroissement des fonds de crédit du système. Le Comité de Gestion du système pourra réglementer l'utilisation de ce fonds et modifier les conditions proposées ci-dessus.

- (b) Fonds d'encouragement à l'épargne rurale, 2 pour cent (11,1 pour cent des revenus), à utiliser par la Caisse Populaire pour l'encouragement de l'épargne rurale dans les zones d'affectation du système. Les actions d'encouragement peuvent comprendre des campagnes de mobilisation de l'épargne, l'ouverture de nouveaux guichets ou de nouvelles agences, la création d'unités mobiles de service à la population rurale et d'autres mécanismes d'encouragement de l'épargne rurale. Les décisions d'utilisation de ce fonds seront prises par la Direction de la Caisse, bien que les actions réalisées dans ce cadre fassent partie de l'évaluation du système.
- (c) Recettes de la Caisse Populaire, 12 pour cent (66,7 pour cent des revenus).

Si le taux d'intérêt aux emprunteurs est modifié à cause de changements dans la politique monétaire et financière de la Banque Centrale, les pourcentages indiqués ci-dessus seront modifiés afin de maintenir les parts proportionnelles allouées à chaque fonds, c'est-à-dire: 22,2 pour cent des revenus d'intérêts au fonds de risque; 11,1 pour cent au fonds d'encouragement à l'épargne et; 66,7 pour cent aux recettes de la Caisse Populaire.

4. Procédure de Crédit, Déboursement et Livraison des Intrants

L'opération du système demandera l'ouverture d'un compte spécial au nom du Projet, à la Caisse Populaire. D'autre part, les emprunteurs du système devront aussi ouvrir des comptes courants ou des comptes d'épargne à la CP, condition en vigueur à la Caisse pour ses opérations de crédit.

L'identification, le recensement et la vulgarisation des emprunteurs potentiels du système de crédit aux petits éleveurs seront accomplis par le service de vulgarisation du Projet - Direction de l'Elevage. Les agents du Projet devront évaluer les conditions préalables à remplir par les bénéficiaires (voir chapitre III), notamment leurs dispositions

favorables à l'adoption de techniques de production améliorées et l'assurance qu'ils pourront continuer l'exploitation.

D'autre part, les agents du Projet assisteront les éleveurs dans la préparation de la fiche de demande de prêt exigée par la Caisse Populaire (Annexe C, fiche A). Par ailleurs, les agents rempliront, avec l'éleveur, une fiche d'informations générales sur l'exploitation qui décrira l'investissement proposé. Cette fiche comprendra une projection des dépenses et revenus, une projection du financement de l'exploitation ainsi que les notes et recommandations de l'agent concerné (voir Annexe C, fiche B). Ces informations serviront de base pour l'analyse de la demande de prêt par la CP qui aura - comme indiqué ci-dessus - la seule responsabilité des décisions d'octroi de prêts.

La Caisse Populaire utilisera ses procédures habituelles pour l'analyse et l'octroi des prêts aux petits agriculteurs, suivant les termes et conditions de prêts établis au point 2 ci-dessus. Après approbation de la demande de prêt, la CP émettra des bons de commande en faveur de l'emprunteur pour les matériaux et les intrants spécifiés dans la résolution d'octroi du crédit. Le Projet livrera les matériaux et les intrants contre présentation de ces bons de commande par le bénéficiaire. Dès que la livraison des matériaux et des intrants aura eu lieu, la CP versera, sur le compte du Projet, le montant en dobras équivalent à la valeur des matériaux et intrants livrés.

C. Projections de Déboursement des Ressources

Le Projet envisage de démarrer le système de crédit aux petits éleveurs avec des fonds apportés par le Fonds d'Equipeement des Nations Unies (FENU). Le montant prévu, 150.000 dollars américains, sera utilisé pour importer des matériaux de construction et d'autres intrants nécessaires à la mise en place des exploitations porcines sous le système de crédit proposé dans ce rapport. Ces matériaux et intrants seront déboursés graduellement par le Projet, au fur et à mesure que les prêts du système seront octroyés selon la procédure indiquée plus haut.

Le mécanisme de remboursement automatique au Projet par la CP, mécanisme spécifié au point 4 de la section précédente, permettra la conservation de la valeur en dobras du fonds puisque c'est la CP (et non pas le Projet) qui prend le risque du recouvrement. Cependant, la tendance à la dévaluation graduelle de la monnaie fera diminuer la valeur réelle en devises du fonds. Ceci pourrait être empêché ou minimisé par une majoration (ou "mark-up") au prix de vente des matériaux et des intrants aux emprunteurs, majoration qui prendrait en compte l'espérance de dévaluation du dobra (i.e., ferait payer le "prix de remplacement"). Pourtant, étant donné la difficulté de prévoir la trajectoire de dévaluation, le Projet semble préférer de ne pas utiliser ce mécanisme préventif.

Le Tableau 3 présente des projections de déboursement des fonds du système pendant les cinq premières années d'opération, en utilisant deux hypothèses de dévaluation du dobra. Dans ce tableau, le nombre d'éleveurs envisagés comme emprunteurs du système pour la première année, ainsi que les proportions prévues pour les deux modules d'exploitation pendant les cinq années ont été fournis par la direction technique du projet.

Il est important de remarquer deux rangées dans le Tableau 3, premièrement le montant de devises à convertir à la fin de chaque année et deuxièmement le nombre d'éleveurs atteints par le système à la fin de la période de projection. La comparaison des sections A et B du tableau montre clairement l'effet d'une dévaluation plus forte (section B) sur les besoins annuels de conversion en devises et sur le nombre d'emprunteurs du système. Dans le cadre de l'hypothèse B de dévaluation, le système se stabiliserait pendant la troisième année d'opération, au lieu de la quatrième année (hypothèse A). Le système atteindrait 621 éleveurs à la fin de la cinquième année, contre 652 dans le cadre de l'hypothèse A de dévaluation plus lente du dobra.

D. Besoins en Matière de Formation et Informatisation

Le personnel du projet, bien qu'il se montre assez compétent dans les aspects techniques des exploitations porcines, devra recevoir une formation concernant les pratiques simples de financement agricole. Cette formation sera encore plus nécessaire pour le personnel engagé dans le service de vulgarisation.

Tout d'abord, il sera indispensable que les agents de vulgarisation connaissent les procédures de crédit utilisées par la CP et les modalités spéciales du système de crédit aux petits éleveurs. Ils devront être mis au courant des informations nécessaires pour évaluer et analyser les demandes de prêts, et devront notamment savoir quelles informations sont nécessaires pour la fiche de demande (Annexe C, fiche A). Cette formation pourrait être donnée par des analystes de la CP, dans le cadre d'un système "d'apprentissage pratique" ("on-the-job training") où chaque agent ferait un stage de deux semaines avec un agent/analyste de la CP qui vérifierait toutes les étapes de la procédure de prêt.

D'autre part, puisque les agents vulgarisateurs seront chargés d'assister les éleveurs dans la préparation de la fiche d'exploitation (Annexe C, fiche B), ils devront recevoir une formation appropriée à ce but. Les techniciens du projet qui ont contribué à définir les modèles d'exploitation utilisés dans ce rapport pourraient fournir cette formation et établir une procédure simple pour la préparation de la fiche d'exploitation.

Au niveau de la CP, la direction envisage l'amélioration de ses méthodes d'opération par l'intermédiaire de la formation du personnel et de l'assistance technique des experts étrangers. Il est recommandable que la CP commence à informatiser graduellement ses

systèmes comptables et ses systèmes de suivi de prêts, afin d'améliorer ses services d'épargne et de recouvrement de crédit.

L'informatisation du système de crédit au niveau du projet peut être accomplie par la création d'une application d'un logiciel commercial de traitement de données tel que DBase. Cette informatisation serait possible si le projet pouvait obtenir l'équipement nécessaire. La conception d'une application de DBase pourrait être commandée localement, puisqu'il y a un certain nombre de conseillers informatiques, sur place, pouvant être engagés à moyen terme.

E. Suivi et Evaluation

Le suivi des exploitations affectées par le système sera assuré par les agents du projet, chacun étant chargé d'un portefeuille d'éleveurs bien défini. La documentation initiale de chaque exploitation sera la fiche B (Annexe C) et les copies des documents d'octroi de crédit et de déboursement des intrants. La CP devra fournir au projet la copie des transactions de recouvrement et les autres documents concernant les prêts du système. Ceux-ci seront classés et enregistrés dans les dossiers individuels maintenus par les agents de projet. Le service de vulgarisation pourra établir ses propres modalités de suivi de la performance productive des exploitations concernées.

Le projet sera chargé d'évaluer la performance du système de crédit tous les six mois. Il pourra demander des renseignements à la CP pour mener à bien ces évaluations. Une évaluation extérieure devra être pratiquée par le Service de Crédit de FAO-Rome à la fin de la première année d'opération du système. En plus de la vérification de la progression des déboursements de fonds, cette évaluation devra mettre l'accent sur la performance en matière de recouvrement des prêts, sur la viabilité financière de la CP et sur ses progrès en ce qui concerne l'encouragement de l'épargne dans les zones où le système de crédit sera appliqué.

Tableau 1.

Module élevage/embouche. Projection financière.

	0	1	Année (chiffres en Db)				5
			2	3	4		
1. Total à financer (invest. + dép. courantes)	158125	222000	202000	230125	202000		202000
2. Financement	158125	352500	252750	295000	252750		252750
Dons ¹	8125	32500					
Crédit	112500						
Ressources propres	37500	12000	12000	12000	12000		12000
Revenus exploit.		308000	240750	283000	240750		240750
3. Capac. de paiement (2 - 1)	0	130500	50750	64875	50750		50750
Plan de paiement ²		48375	43313	38250	33188		0
Intérêt	0.18	20250	15188	10125	5063		0
Capital		28125	28125	28125	28125		0
(encours)		84375	56250	28125	0		0
Résultat net (après paiement)	0	82125	7438	26625	17563		50750

¹ Une cochette et deux porcelets.² Non compris les frais bancaires (2 pour cent ouverture de dossier plus 75 dobras par transaction).

Tableau 2.

Module embouche. Projection financière.

	Année (chiffres en Db)					
	0	1	2	3	4	5
1. Total à financer (invest. + dép. courantes)	85000	267000	267000	287000	267000	267000
2. Financement	85000	352500	320000	320000	320000	320000
Dons ¹	0	32500				
Crédit	63750					
Ressources propres	21250	12000	12000	12000	12000	12000
Revenus exploit.		308000	308000	308000	308000	308000
3. Capac. de paiement (2 - 1)	0	85500	53000	33000	53000	53000
Total						
Plan de paiement ²		36975	26010	22568	0	0
Intérêt (18% par an)		11475	6885	3443	0	0
Capital		25500	19125	19125	0	0
(encours)		38250	19125	0	0	0
Résultat net (après paiement)	0	48525	26990	10433	53000	53000

Source Tableaux annexes 3 et 4.

¹ Deux porcelets.² Non compris les frais bancaires (2 pour cent ouverture de dossier plus 75 dobras par transaction).

Tableau 3

Tableau 3 (suite)

ANNEXE A

Tableaux Annexes

Tableau Annexe 1

Module élevage/embouche. Projection des investissements, dépenses et revenus.

	0	Année (chiffres en Db)				5
		1	2	3	4	
1. Investissement	158125	0	0	28125	0	0
Construction	130000					
Animaux reprod.	8125			8125		
Matériel	20000			20000		
2. Dépenses courantes		222000	202000	202000	202000	202000
Animaux embouche		65000				
Alimentation		135000	180000	180000	180000	180000
Médicaments		10000	10000	10000	10000	10000
Main d'oeuvre		12000	12000	12000	12000	12000
Assist. vétérinaire						
Autres dépenses						
3. Revenus						
Ventes d'animaux		308000	240750	283000	240750	240750
4. Marge brute (3 - 2)		86000	38750	52875	38750	38750
5. Amort. et dépréciations		22281	22281	22281	22281	9281
Amort. construction		13000	13000	13000	13000	
Amort. anim. reprod.		2681	2681	2681	2681	2681
Dépréc. matériel		6600	6600	6600	6600	6600
6. Marge nette (4 - 5)		63719	16469	30594	16469	29469
7. Cash flow (net)		98000	50750	64875	50750	50750

V.A.N. = 11692 (TIR = 21.7%)
(taux d'actualis.= 18%)

Source: Tableau annexe 2 et renseignements techniques du projet (voir Annexe B).

Tableau Annexe 2.

Module élevage/embouche. Achats et ventes d'animaux.

	Année (nombre d'animaux)					
	0	1	2	3	4	5
Achat/Vente d'animaux (nombre d'animaux)						
Achat (anim.25 kilos)						
Reproduction	1			1		
Embouche		8				
Vente						
Porcs 110 kilos		8	6	6	6	6
Porcelets 15 kilos			2	2	2	2
Truies 130 kilos				1		
Prix de vente/achat	Db/kilo					
Porc 110 kg.:	350					
Porcelet 25 kg.:	325					
Porcelet 15 kg.:	325					
Truie 130 kilos	300					
Valeur achats/ventes, Dobras						
Achats	8125	65000	0	8125	0	0
Reproduction	8125			8125		
Embouche		65000				
Ventes		308000	240750	283000	240750	240750
Porcs 110 kilos		308000	231000	231000	231000	231000
Porcelets 15 kilos			9750	9750	9750	9750
Truies 130 kilos				42250		

Source: Renseignements techniques du projet (voir Annexe B).

Tableau Annexe 3

Module embouche. Projection des investissements, dépenses et revenus.

	Année (chiffres en Db)					
	0	1	2	3	4	5
1. Investissement	85000	0	0	20000	0	0
Construction	65000					
Matériel	20000			20000		
2. Dépenses courantes		267000	267000	267000	267000	267000
Animaux embouche		65000	65000	65000	65000	65000
Alimentation		180000	180000	180000	180000	180000
Médicaments		10000	10000	10000	10000	10000
Main d'oeuvre		12000	12000	12000	12000	12000
Assist. vétérinaire						
Autres dépenses						
3. Revenus						
Ventes d'animaux		308000	308000	308000	308000	308000
4. Marge brute (3 - 2)		41000	41000	21000	41000	41000
5. Amort. et dépréciations		13100	13100	13100	13100	13100
Amort. construction		6500	6500	6500	6500	6500
Dépréc. matériel		6600	6600	6600	6600	6600
6. Marge nette (4 - 5)		27900	27900	7900	27900	27900
7. Cash flow (net)		53000	53000	33000	53000	53000
V.A.N. = 31041 (TIR = 33.5%) (taux d'actualis.= 18%)						

Source: Tableau annexe 4 et renseignements techniques du projet (voir Annexe B).

Tableau Annexe 4.

Module embouche. Achats et ventes d'animaux.

	Année				
	1	2	3	4	5

Achat/Vente d'animaux (nombre d'animaux)					
Achat (anim.25 kilos)	8	8	8	8	8
Vente (porcs 110 kilos)	8	8	8	8	8
Prix de vente/achat Db/kilo					
Porc 110 kg.:	350				
Porcelet 25 kg.:	325				
Valeur achats/ventes, Dobras					
Achats	65000	65000	65000	65000	65000
Ventes	308000	308000	308000	308000	308000

Source: Renseignements techniques du projet (voir Annexe B).

ANNEXE B

Paramètres Techniques des Exploitations

Module Elevage/Embouche

Construction: 30,4 m², deux boxes, ciment, tôles et matériaux locaux

Dotation initiale: Une cochette et quatre porcelets de 25 kilos

Paramètres moyens:

Nombre de portées par truie et par an:	1,5
Nombre de porcelets nés vivants par mise bas:	8
Nombre de porcelets sevrés par truie:	6,5
Poids des porcelets à la naissance:	1 kg
Poids des porcelets au sevrage:	6 kg
Mortalité entre sevrage et vente:	10%
Poids à la vente ¹ :	110 kg
Taux de croissance des porcelets 25 - 110 kg:	0,6 kg/jour

Module Embouche

Construction: 15,2 m², un box, ciment, tôles et matériaux locaux

Dotation initiale: Quatre porcelets de 25 kilos

Paramètres moyens:

Poids à la vente ¹ :	110 kg
Taux de croissance de porcelets 25 - 110 kg:	0,6 kg/jour

ANNEXE C

Formulaires de la Procédure de Crédit

Fiche A. Demande de Crédit (Caisse Populaire)

Fiche B. Fiche de l'Exploitation (Projet de Développement de
l'Elevage)

Fiche A (première page)

Fiche A (deuxième et dernière page)

Fiche B. Fiche de l'Exploitation

Projet de Développement de l'Elevage

I. Identification de l'exploitation

Nom de l'éleveur _____

Carte d'identité _____

No. de dossier à la C.P. _____

Date d'ouverture de dossier C.P. _____

Décision d'octroi du prêt (C.P.) approuvé _____

rejeté _____

Date d'octroi/rejet _____

II. Conditions actuelles de l'exploitation

Construction _____ m²

matériaux: _____

Nombre d'animaux par catégorie

truies

verrats

cochettes

porcelets

...

Disponibilité d'alimentation:

III. Description du Projet

A. Investissement proposé

Année (chiffres en Db)

1 2 3 4

Construction

Animaux de reproduction

Matériel

Total A

Projection des dépenses et revenus

Année (chiffres en Db)

1 2 3 4

B. Dépenses courantes

Animaux embouche

Alimentation

Médicaments

Main d'oeuvre

Assist. vétérinaire

Autres dépenses

Total B

C. Revenus (ventes)

Total C

D. Marge brute (C - B)

IV. Plan de Financement

Année (chiffres en Db)

1 2 3 4

1. Total à financer
(investissement +
dépenses courantes:
A + B page précéd.)

2. Financement

Dons du projet
Crédit (C.P.)
Ressources propres
Revenus d'exploitation
(C page précéd.)

Total 2

3. Capacité de paiement
(2 - 1)

V. Notes et recommandation de l'Agent du Projet

Date _____

Signature _____

ANNEXE D

Opération des Fonds de Roulement en Devises

Opération des Fonds de Roulement en Devises

P a r m i l e s a c t i o n s d e s o u t i e n à l ' é
levage national, le

projet a obtenu l'allocation par le FENU de 40 mille dollars destinés au financement de l'importation de médicaments et de matériel vétérinaire essentiels pour apporter une assistance efficace aux éleveurs.

Le projet a demandé au Ministère d'Economie et Finances, par l'intermédiaire de la Direction de l'Elevage, l'autorisation de convertir en devises les recettes (en dobras) de la vente des produits importés pour les éleveurs, afin de maintenir ce fonds de roulement en opération.

Dès que l'autorisation du Ministère d'Economie et Finances et de la BNSTP aura été reçue, le projet devra ouvrir un compte spécial à la BNSTP (ou à la CP), afin d'y verser toutes les recettes provenant de la vente des produits concernés. Cela signifie que la direction du projet devra enregistrer séparément les ventes de ces produits, et qu'elle devra fournir à l'institution concernée une documentation à cet effet.

Compte tenu des entrevues avec le Ministère de l'Economie et des Finances, et étant donné la petite taille des montants de devises concernés, il semble souhaitable que le projet demande une autorisation plus générale pour la conversion en devises des revenus du projet obtenus grâce à la vente des matériaux, des intrants et des médicaments importés avec les fonds du FENU. Cela signifie que le projet devra obtenir deux autorisation, une autorisation valable pour les 40 mille dollars du fonds de médicaments, et une pour les 150 mille dollars à utiliser dans le système de crédit. Ces montants devront être convertis en devises selon un programme similaire à ceux qui sont présentés dans le Tableau 3 de ce rapport. De cette façon, il sera possible de minimiser les demandes administratives de l'opération de ces fonds.

ANNEXE E

Termes du Mandat

et

Organisations Contactées

Termes du Mandat

Titre du poste: Consultant en crédit aux petits éleveurs.

Lieu d'affectation: São Tomé.

Durée: 1 mois; date de démarrage: Avril 1989.

Mandat: Mettre au point, avec le Projet, une procédure de crédit adaptée, destinée à aider les adhérents à acheter au projet des animaux et des intrants.

Portée de la Mission:

- Dépouillement des données de base de 200 éleveurs (et candidats) équitablement répartis sur le territoire national (y compris Principe).
- Deux jours de visite sur le terrain pour rencontrer les éleveurs et se familiariser avec leurs conditions d'existence.
- Proposer la mise en place d'un système de crédit compatible avec la capacité d'endettement et un seuil de garantie acceptable (revolving funds).
- Déterminer les modalités pratiques de fonctionnement de ce système dont la centralisation sera assurée par le Projet.
- Mettre au point des formulaires simples, nécessaires au bon fonctionnement de ce système, ainsi que des formulaires permettant la consolidation de la saisie des données utiles pour sa gestion par la Direction du Projet.
- Faire toutes recommandations utiles pour le démarrage et le suivi des mesures d'accompagnement nécessaires du système.
- Evaluer et faire des recommandations concernant la capacité du personnel national du Projet pour la mise en oeuvre du système -proposer une formation, le cas échéant.
- Proposer/introduire les logiciels exploitables sur IBM compatible permettant le suivi/la gestion des crédits.
- Soumettre un rapport de mission dactylographié en langue française.

